

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36 000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS CERAMICS FRANCE

La Gare
BP 7
36220 Tournon-Saint-Martin

Références : VAT 2023 0207
Code AIOT : 0010004622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté Les Hautes Maisons, Les Chirioux, Les Fontenelles de Durtalle 36220 Martizay. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- Les Hautes Maisons, Les Chirioux, Les Fontenelles de Durtalle 36220 Martizay
- Code AIOT : 0010004622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière IMERYS est située au lieu-dit "Les Maisons Hautes" sur le territoire de la commune de MARTIZAY. Le matériau exploité est de l'argile. L'extraction est réalisée à sec. La superficie autorisée est de 13ha50a95ca pour une superficie exploitable de 7ha10a.

Les campagnes d'extraction sont réalisées sur des périodes courtes 3 mois dans l'année à la pelle hydraulique. L'argile extraite est transportée vers l'usine d'Imerys Céramics sur la commune de Tournon Saint Martin afin d'y être traitée.

Lors de la visite d'inspection, le site était à l'arrêt sans aucune activité. Il n'a pas été possible de traverser le site pour accéder au bassin, le site était en eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- principalement les suites de l'inspection du 07/10/2022,
- l'exploitation de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.3.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS	Susceptible de suites	Sans objet
7	Suivi annuel d'exploitation - Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
8	Ravitaillement et Entretien (suite inspection 2019 – NC2)	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 7.4.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2018, article 3.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Modifications - porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Suivi annuel d'exploitation - Plan annuel	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Aménagements préliminaires (suite inspection 2019 – D1)	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.2.2.	Susceptible de suites	Sans objet
9	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.2.3	/	Sans objet
11	Apports extérieurs	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.4.3.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2018, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Accès - Zone dangereuse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>[...] L'ensemble des installation est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 mètres des bords de l'excavation. [...] L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. [...] Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Suite à la dernière inspection, l'exploitant a mis en place des clôtures et des pancartes. Les travaux ont entièrement été finalisés en janvier 2023. Lors de l'inspection, il n'a pas été possible d'accéder au bassin (l'extraction était en eau, impossible de traverser le site). L'exploitant a transmis par message électronique du 27 mars 2023, les photos de la clôture sur la partie sud du site avec l'ajout de pancartes et la mise en place d'une bouée au niveau du bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modifications - porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : Pas d'écart constaté, le porter à connaissance est en cours d'instruction.
Observations : Suite à la dernière inspection, l'exploitant a transmis un porter à connaissance daté du 9 février 2023. Ce porter à connaissance est actuellement en cours d'instruction. Des compléments pourront être sollicités ultérieurement. L'exploitant a précisé que les matériaux extraits en phase B ne sont pas de bonne qualité. L'exploitant justifie le fait qu'il a donc commencé à exploiter une partie de la zone C en même temps que le début de phase B. L'extraction des deux phases lui permet d'avoir une qualité suffisante en mélangeant l'argile. Pour le moment, les valeurs S1, S2 et S3 sont conformes à l'arrêté d'autorisation actuel. Si cette modification était validée, l'exploitant devra actualiser celle-ci en cohérence avec le nouveau phasage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : L'exploitant devra justifier l'absence des procédures de contrôle et de surveillance dans son plan de gestion des déchets d'extraction (PGD).
Observations : L'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière et il a également été transmis à la préfecture. Actuellement, un porter à connaissance est à l'étude suite à une demande de modification d'exploitation. Ce plan de gestion des déchets d'extraction devra être actualisé et transmis dès que le nouveau phasage sera acté.
<p>Par ailleurs, une partie des stériles étant valorisés immédiatement pour le remblaiement de la carrière, l'exploitant ne les a pas comptabilisé dans le plan de gestion. D'où un volume de stérile</p>

actuellement stocké de 105 000 m ³ . Enfin, il est surprenant qu'aucun moyen de prévention pour réduire les impacts ou de procédure de contrôle et de surveillance ne soient envisagés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi annuel d'exploitation - Plan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, son abord dans un rayon de 50 m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; – les bords de la fouille ; – les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; – l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; – les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; – les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ; – le positionnement des fronts ; – la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Sur le plan annuel 2022 présenté en inspection, il a été constaté que le bornage ainsi que le rayon de 50 m autour de la zone autorisée à exploiter sont bien représentés suite aux demandes de la dernière inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.2.2.
Thème(s) : Situation administrative, Aménagements : bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;- le cas échéant, des bornes de nivellement ; <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence des bornes sur le site (seules les bornes aux abords ont fait l'objet d'un contrôle, les bornes dans les champs étaient difficilement accessibles). Ces bornes sont également présentes sur le plan. Rappel : Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.3.4.1
Thème(s) : Situation administrative, côte NGF, front, fond de fouille et pente de piste
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Le carreau de carrière a pour côte minimale 83 m NGF. L'extraction, effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique, sera composée de 2 fronts : un premier de 10 m depuis le fond de fouille puis un front variant de 3 à 5 m jusqu'au terrain naturel. La pente maximale est de 45°.</p> <p>Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 5 m au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le fond de fouille est situé à au moins 5 m au-dessus de la côte des plus hautes eaux. Une étude est en cours depuis le 19 janvier 2023.
Observations : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan annuel de 2022 transmis à l'inspection, la côte minimale est à 84 m NGF. Le site ne dispose pas de piézomètre. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique. La présence de 2 fronts a été constatée conformément aux dispositions du dossier initial. Leur largeur varie entre 3 m et 5,5 m.
<p>Les données de plus hautes eaux connues sont issues des suivis piézométriques en continu sur des piézomètres de référence et recoupées par les données des cartes piézométriques disponibles. Ces éléments ont permis de définir une cote de plus hautes eaux à 77/78 m NGF au droit du site. La cote minimale autorisée pour l'extraction est 83 m NGF, soit 5 m au-dessus des plus hautes eaux connues.</p> <p>Une actualisation de ces données bibliographiques a été demandée au bureau d'études Géoplus Environnement (devis validé le 19 janvier 2023) afin de conclure sur les plus hautes eaux connues à ce jour. Les délais prévus pour cette étude sont 5 à 7 semaines. L'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats de cette étude dès réception.</p> <p>Pour rappel, les banquettes n'ont pas vocation à être utilisées pour la circulation des engins, ni des piétons (pas de merlons, accès interdit). Ces banquettes sont utilisées à des fins de stabilité des fronts de taille.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Suivi annuel d'exploitation - Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis périodiquement, au minimum tous les 3 ans.</p>
Constats : L'exploitant devra transmettre une copie du rapport de mesure effectuée à l'été 2023 dès réception de celui-ci.
Observations : Lors de la dernière inspection, l'exploitant avait présenté un rapport de mesures des niveaux de bruit sur le site. Celui-ci a été effectué par le bureau VERITAS du 25 au 26 septembre 2019. Les conclusions de ce rapport indiquent que les mesures sont conformes aux prescriptions. Actuellement, la carrière est toujours à l'arrêt. Ces mesures sont à réaliser en période d'activité. L'exploitant s'est engagé à demander la réalisation de ces mesures dès la reprise de l'exploitation à l'été 2023 et de transmettre une copie de ce rapport dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Ravitaillement et Entretien (suite inspection 2019 – NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
Constats : Le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'un nettoyage annuel le 6 janvier 2023, l'exploitant ne dispose pas de BSD.
Observations : Suite à la dernière inspection, la modification a été apportée à l'aire étanche pour que la totalité des liquides soient orientés vers le séparateur d'hydrocarbures, les travaux ont été réalisés par l'entreprise Duval le 15 décembre 2022. La commande pour le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures a été passée auprès de la société des vidanges blancoises, l'intervention a eu lieu le 6 janvier 2023. <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le BSD. Par ailleurs, cette intervention n'a pas été enregistrée sur trackdechets. L'exploitant s'est engagé à transmettre le BSD dès réception.</p> <p>Le jour de l'inspection, la carrière était à l'arrêt et aucun véhicule sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.4.1
Thème(s) : Autre, Mesures de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022
Prescription contrôlée : Un suivi environnemental est réalisé durant toute la durée de l'exploitation de la carrière, ce suivi comprend : <ul style="list-style-type: none"> – la présence et la reproduction de guêpier ; – le suivi de la population d'amphibiens ; – le suivi de travaux pour la mise en place des mesures compensatoires associées à la création de la zone humide ; – l'établissement d'un bilan des gains écologiques.
Constats : Pas d'écart constaté, l'exploitant doit transmettre l'étude avec le suivi annuel 2023.
Observations : Suite à la dernière inspection, l'exploitant a signé un contrat avec le bureau d'études environnementales ADEV (36) le 23 janvier 2023 pour réaliser ce suivi. L'exploitant s'est engagé à transmettre les rapports à l'inspection dans le cadre du suivi annuel d'exploitation. L'inspection acte que les conclusions de cette étude soient transmises en janvier 2024 avec le bilan annuel de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Matériaux extraits et quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux extraits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont de l'argile. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 20 000T/an (avec une moyenne sur 5 années glissantes de 7800T/an). La quantité autorisée à extraire est de 156 000 tonnes.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant indique que l'ensemble de l'extraction d'argile est acheminée sur le site de Tournon Saint Martin (37). En 2022, le tonnage extrait est de 11 700 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Apports extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 2.4.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage partiel de l'excavation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les apports de matériaux extérieurs sont limités à 2400T/an (1500m3). Ces derniers ne sont admis qu'à des fins de remblaiement de l'excavation.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2018, aucun apport extérieur n'a été admis sur la carrière de Martizay. L'exploitant précise que sur d'autres carrières Imerys, des apports extérieurs y sont admis. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un registre identique aux autres carrières avant la réception des remblais sur ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet